

La mafia anti-cubaine de Miami demande à Trump d'appliquer pleinement la loi Helms-Burton



Miami, 12 mars, (RHC).- Des chefs de file de la mafia anti-cubaine implantée à Miami ont demandé, dans une lettre publique adressée au président Donald Trump, d'appliquer pleinement contre Cuba la loi Helms-Burton.

Jusqu'à présent, les administrations qui se sont succédées à la Maison Blanche depuis l'approbation de cette loi en 1996, avaient suspendu l'application du chapitre 3 de cette loi pour éviter des confrontations avec les partenaires de Washington en Europe et avec le Canada. Ce chapitre permettrait de poursuivre devant les tribunaux des États-Unis les entreprises cubaines «trafiquant » avec les biens nationalisés par le gouvernement révolutionnaire dans les années 60.

Au cours d'un meeting à Miami, Jorge Luis García, impliqué dans des actes de terrorisme contre Cuba, a signalé qu'il s'agit d'étouffer la «dictature» et de la priver des fonds dont elle a tant besoin.

Dans des déclarations exclusives à Radio Havane Cuba, Raul Rodríguez, directeur du Centre d'Études sur les États-Unis à l'université de La Havane, a abondé sur l'histoire des nationalisations et des compensations proposées par Cuba aux États-Unis dans les années 60.

«Le gouvernement révolutionnaire cubain a alors proposé de négocier les compensations. Il a offert en particulier la création d'un fond qui serait lié aux ventes du sucre cubain et qui permettrait de compenser, dans un délai de 20 ans, les entreprises étasuniennes. Bien entendu, à l'époque le gouvernement étasunien misait déjà sur le changement de régime à Cuba et il a décidé d'exiger une somme pratiquement impossible pour notre pays. Washington a ainsi démontré l'absence de volonté politique pour négocier avec Cuba. »

Raul Rodríguez a rappelé que notre pays a pu négocier la question des compensations avec les autorités et des entreprises du Canada, de l'Espagne et de la Suisse par exemple.

« Cela démontre que le gouvernement des États-Unis n'a jamais eu la volonté politique de négocier une solution à la question des nationalisations qui d'ailleurs ont été légitimes au point de vue du droit international.

Maintenant, il se trouve que le chapitre 3 de la loi Helms-Burton introduit le terme de trafic avec des propriétés nord-américaines pour tenter de donner une justification à l'application d'une loi extra-territoriale.»

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/185670-la-maffia-anti-cubaine-de-miami-demande-a-trump-dappliquer-pleinement-la-loi-helms-burton>



Radio Habana Cuba